



## **1.1.1 L'ISLAM EN ASIE DU SUD EST**

Mémoire de Géopolitique  
du Commandant Ang Heng (Singapour)

dans le cadre du séminaire  
« Islam, réalité et perspective »

Directeur : Mustapha Benchenane

Mars 2003

# L'ISLAM EN ASIE DU SUD EST

Sommaire

Introduction

L'Arrivée et évolution de l'Islam dans l'ASEAN

L'Islam dans les politiques des pays de l'ASEAN

Indonesie, Malaisie, Singapour  
Philippines, Birmanie, Thaïlande  
Brunei, Cambodge

L'Islam et les organisations terroristes et violentes dans ASEAN

Réactions après l'attentat du 11 septembre  
Le Jemaah Islamiyah  
Les autres acteurs de la région  
Les conséquences de l'attentat du Bali  
Une situation qui restera difficile

Conclusion

## BIBLIOGRAPHIE

### Ouvrages en Français

- **FEILLARD Andrée, L'Islam en Asie du Caucase à la Chine, Paris ; La documentation française, 2001**
- **DELCAMBRE Anne- Marie, L'Islam, Paris ; Editions la Découverte & Syros, 2001**

### Ouvrages en Anglais

- **ACHARYA Amitav, Constructing a Security Community in Southeast Asia, London ; Routledge 2001**
- **TAN Andrew and RAMAKRISHNA KUMAR, The New Terrorism – Anatomy, Trends and Counter-Strategies, Singapore; Times Media Pte Ltd, 2002**

### Articles en Français

- **ROULEAU Eric, « Expression Religieuse d'un Contenu Radical – Visage Changeants de l'Islam Politique », Le Monde Diplomatique, Nov 2001**
- **SOH Fong Jin, « Les Réalités et les perspectives de l'Islam en l'Indonésie » CID Mémoire de Géopolitique, 13 mars 2001**

### Articles en Anglais

- **International Crisis Group, "Al-Qaeda in SouthEast Asia - The case of the "Ngruki Network" in Indonesia", Indonesia Briefing - Jakarta/Brussels, 8 Aug 2002**
- **International Crisis Group, "Indonesia Backgrounder : How the Jemqyq Islqmiyqh Terrorist Network Operates", Asia Report No 43 Jakarta/Brussels, 11 Dec 2002**
- **GERSHMAN John, "Is Southeast Asia the Second Front?", Foreign Affairs, Jul/Aug 2002**
- **Government of Singapore, "The Jemaah Islamiyah Arrests and the Threat of Terrorism", Parliamentary White Paper, Jan 2003**
- **DILLON Dana and PASICOLAN Paolo, "Southeast Asia and the War Against Terrorism", The Heritage Foundation, Backgrounder, Oct 2002**
- **DESKER Barry, "Islam and Society in Southeast Asia after September 11", Nanyang Technological University – Singapore, Aug 2002**
- **JONES Sydney, "Terror's aftermath in Indonesia", New York Times, 16 oct 2002**
- **JONES Sydney, "From war on terror to plain war – Indonesia : the fear factor", Le Monde Diplomatique (Version Anglais), Nov 2002**

- **LEE Hsien Loong, "Political Islam rears its head in South East Asia", The Straits Times, 14 Nov 2002**
- **GERSHMAN John, "Is South East Asia the second front?" Foreign Affairs, Jul/Aug 2002**



## TABLES DES MATIÈRES

|   |    |
|---|----|
| 1. INTRODUCTION   | 1  |
| 2. L'Arrivée et l'évolution d'Islam dans ASEAN                      | 4  |
| 3. L'Islam dans les politiques des pays du ASEAN                    | 6  |
| 31. L'Indonésie   | 8  |
| 32. La Malaisie   | 12 |
| 33. Singapour   | 15 |
| 34. Les Philippines   | 15 |
| 35. La Birmanie   | 18 |
| 36. La Thaïlande  | 19 |
| 37. Brunei  | 21 |
| 38. Le Cambodge   | 22 |
| 4. L'Islam et les organisations terroristes et violentes dans ASEAN | 22 |
| 41 Réactions après l'attentat du 11 septembre                       | 22 |
| 42. Le Jemaah Islamiyyah  | 23 |
| 43. Les autres acteurs dans la région                               | 27 |
| 431. Le Sud des Philippines   | 27 |
| 432. L'Indonésie  | 30 |
| 433. La Malaisie  | 33 |
| 434. La Thaïlande   | 34 |
| 44. Les Conséquences de l'Attentat du Bali                          | 35 |
| 441. Renforcement du rejet local des groupes d'extrémistes          | 35 |
| 442. Evolution des politiques internes                              | 35 |
| 443. Renfort à l'unité de l'ASEAN et à sa révision                  | 36 |
| 45. Une situation qui restera difficile                             | 36 |
| 5. Conclusions  | 38 |

# L'ISLAM EN ASIE DU SUD-EST

## 2. INTRODUCTION

La population de l'Asie du Sud Est comporte une forte proportion de musulmans. Les conditions des les pays membres restent toutefois assez variées. Avec 88% de musulmans dans sa population de 250 millions, l'Indonésie abrite la plus grande population de musulmans du monde. C'est aujourd'hui un pays modéré mais troublé par des problèmes internes soit économiques, soit politiques. La Malaisie, un exemple parmi des pays musulmans (la Malaisie est peut être le pays ayant connu le succès économique le plus persistant dans le monde islamique), a presque 60% de ses 23 millions d'habitants qui sont musulmans. La Malaisie a introduit une politique d'intégration sociale, mais son degré de réussite reste à juger. Le Brunei est un petit pays avec une majorité de musulmans. Il y a aussi des minorités musulmanes significatives dans le sud de la Thaïlande et aux Philippines. Tous ces pays sont fortement influencés par les attentats terroristes du 11 Sep 2001, et par la guerre menée par le président Bush en Afghanistan, et en Irak.

Dans une région politiquement instable, avec une population de religions mélangées et soumise à une forte tension économique, il n'est pas étonnant qu'après l'attentat du 11 septembre, quelques chercheurs aient donné le titre de « second front » à la lutte contre le terrorisme dans cette région. Il est certain qu'il existe des aspects de la région qui la rendent susceptible de pénétration et d'exploitation par des islamistes extrémistes. Par exemple, non seulement la région a des frontières terriennes et maritimes très poreuses, qui peuvent être utilisées pour le trafic des armes et des personnes, mais encore la majorité des gouvernements maintiennent les liens étroits avec l'Occident (y compris Singapour, la Thaïlande et les Philippines), qui en font des cibles idéales pour les agressions anti-américaines.

De plus, il existe une grande quantité des musulmans parmi les populations locales au sein desquelles les extrémistes peuvent disparaître facilement (e. g.

l'Indonésie et la Malaisie). Ce fait, plus la corruption des politiques et une situation économique faible, réduit l'efficacité des actions gouvernementales pour renforcer la sécurité interne et fournit une base pour les fondamentalistes.

Les réseaux financiers et l'infrastructure du transport peuvent aussi fonctionner pour des buts illicites. Finalement, il y existe un système très actif de remises (hawala) en place dans la région, qui peut être exploité pour des virements secrets de grosses quantités de fonds.

La guerre globale contre les terroristes rendra éventuellement le Moyen Orient et l'Asie Centrale moins viables comme bases pour des organisations comme Al Qaeda. Donc, pour qui cherche d'autres possibilités, l'Asie du Sud Est peut être une option très attirante. Cela exige des mesures supplémentaires et une vigilance soutenue de la part des gouvernements régionaux.

Même si Singapour<sup>1</sup> et la Malaisie ont commencé à lutter plus tôt contre les actions terroristes et ont arrêté des protagonistes, l'Indonésie reste pour longtemps immobilisée dans ce domaine à cause de la pression interne causée par le soutien populaire aux partis islamistes.

L'attentat de Bali a obligé l'Indonésie à réagir. Le 12 octobre a montré que les terroristes ne sont plus lointains et ne sont plus seulement des étrangers. Il souligne aussi la présence d'un réseau souterrain et attir l'attention du monde entier sur cette région.

Pour bien connaître la situation, nous allons survoler l'histoire de l'introduction de l'islam dans la région, puis nous étudierons les implications politiques de l'islam avant le 11 septembre. En suite, nous examinerons les organisations religieuses et extrémistes qui peuvent déstabiliser la région, avec une référence au Jemaah Islamiyah – identifié

---

<sup>1</sup> En dec 2001 le gouvernement singapourien a arrêté 15 membres d'Al Qaeda pour tentatives d'attentat à la bombe contre un bus de militaires américains et contre une station de métro à Singapour. 13 parmi eux appartiennent à une organisation appelée Jemaah Islamiyah. 8 parmi eux ont reçu un entraînement en Afghanistan.

comme coupable de l'attentat de Bali. Finalement, nous énumérerons les mesures possibles que les pays régionaux pourront prendre pour répondre à ce problème pour l'avenir.



### 3. ARRIVEE ET EVOLUTION DE L'ISLAM DANS L'ASEAN

L'islam a été introduit en l'Asie du Sud Est par les marchands arabes et indiens entre le 10<sup>e</sup> et le 13<sup>e</sup> siècle<sup>2</sup>. Les échanges commerciaux ont permis l'extension de la nouvelle religion aux souverains locaux en premier temps et ensuite à leurs peuples. Au 15<sup>e</sup> siècle, la religion a diffusé à l'archipel entier.

La religion s'est adaptée au milieu multiculturel de sociétés qui avaient été longtemps influencées par l'hindouisme et le bouddhisme<sup>3</sup>. Cela a créé une espèce de nouvel islam qui n'est pas seulement distincté de son équivalent arabe, mais qui est aussi varié selon les pays dans la région. Cette identité unique peut être attribuée à l'existence d'une grande variété d'ethnies (quelques 300) et de cultures qui préexistaient à travers la région avant l'arrivée de l'islam. Le fait que la langue du processus d'islamisation ne soit pas l'Arabe mais le Malais - lequel avait longtemps été associé aux traditions et aux cultures locales - a contribué à la différence. L'espèce d'islam qui en a résulté est plus tolérante et pluraliste que l'Islam arabe<sup>4</sup>.

Un autre facteur qui a contribué à la spécificité de l'islam dans cette région était la différence entre les pratiques coloniales - les Français, les Britanniques, les Espagnols, les Portugais et finalement les Américains. Chacun de ces empires a été intégré dans les populations locales aux différents niveaux et a choisi une approche différente de l'administration de la religion (qu'ils connaissaient assez mal jusqu'à la fin du 19<sup>e</sup> siècle). Par exemple, tandis que les Hollandais s'inquiètent du potentiel de désordre social qui peut être créé par les pèlerins revenus de la Mecque (hajj), et introduisent des restrictions au pèlerinage, les Britanniques font l'inverse en facilitant le pèlerinage et en introduisant l'enseignement de l'islam dans les écoles publiques en langue populaire.

---

<sup>2</sup> Des vestiges d'Islam dans la région peuvent être trouvés jusqu'au 10<sup>e</sup> siècle dans le Nord du Sumatra, au 13<sup>e</sup> au Brunei et au 14<sup>e</sup> à Jolo et à Trengganu.

<sup>3</sup> C'est aussi l'alliance entre les rois et les lettrés confucéens au Vietnam-Nord, et celle entre les rois et les moines bouddhistes dans les pays du bouddhiste Théravada qui mettra un frein à l'expansion des nouvelles religions.

<sup>4</sup> Par exemple, le poète soufi Hamzah Fansuri (un maître de la confrérie Qâdiriyyah à Sumatra-Nord mort en 1527) a exprimé des pensées de type wahdat al-wudjûd qui se prêtaient à une interprétation panthéiste.

Cette forme d'islam sud-est asiatique a peu évolué jusqu'au 20e siècle, qui amène des transformations profondes via la réforme saoudienne et égyptienne : la réforme "purificatrice" du Wahhabisme en Arabie, dont l'impact varie selon les endroits. Cela peut être attribué aux raisons suivantes:

- a. Les grands nombres de pèlerins qui sont allés pour l'Haj à la Mecque et le nombre d'ecclésiastiques musulmans qui avaient reçu l'enseignement des madrasas (écoles religieuses islamiques) en Arabie et en Inde.
- b. L'afflux de dollars pétroliers saoudiens dans la région (en particulier après la hausse de prix de l'essence depuis 1973). Le support financier a été donné par le gouvernement saoudite et les organisations privées - tel que le World Muslim League basé à Jeddah - à ces groupes qui ont préconisé des approches plus fondamentalistes aux doctrines islamiques et qui étaient très actif pour la création d'états islamiques.<sup>5</sup>
- c. Le succès de la révolution iranienne<sup>6</sup> et le jihâd de l'Afghanistan contre l'invasion de l'Union soviétique ont joué un rôle dans la restauration parmi des musulmans du pouvoir de la foi<sup>7</sup>.
- d. Finalement, les désillusions avec les élites souveraines, les modes conventionnelles de dialogue social et l'échec de structures démocratiques donnent des raisons pour la radicalisation de l'Islam.

Suite à ces changements, l'islam dans la région prit la voie de la modernité par une réforme de l'enseignement, inspirée de l'Egyptien Mohammad Adbuh – une forme de Wahhabisme. Le nouveau courant moderniste, se trouva accepté dans les villes.

---

<sup>5</sup> Ces groupes ont souligné les caractéristiques musulmanes de croyantes par encourager l'utilisation des tenus spécifique pour les musulmans, l'éducation dans les madrasas (école religieuse) et des fortes emphases de l'interprétation littérale de Coran et les hadiths, la parole et les invocations du Prophète Muhammad.

<sup>6</sup> Pendant que les Iraniens sont Chiites et l'Asie du Sud Est sont majoritairement Sunnite.

<sup>7</sup> Lee Kuan Yew, May 2002

Globalement, il attribuait le déclin de la communauté musulmane au fait que les musulmans se sont arrêtés de suivre la Loi Divine, et il se dresse aussi contre les « impuretés ». Il rejetait donc un bon nombre de rituels, supprimait les croyances pré-islamiques qui avaient été tissées dans la structure et la pratique de l'Islam en Malaisie et en Indonésie.

En Malaisie, les pratiques et les doctrines traditionnelle de Kaum Tua se trouvent en conflit avec la nouvelle approche influencée par le Wahhabisme, dont le Kaum Muda (groupe des jeunes). Le Kaum Tua est protégé par ses liens étroits avec les sultanats, qui freinent les réformistes (Kaum Muda), tandis qu'en Indonésie, les oulémas traditionalistes devront se défendre eux-même en s'organisant dès 1926 et en s'érigeant finalement en parti politique en 1952 (le Nahdlatul Ulama – la « Renaissance des oulémas »).

Ces influences qui proviennent de l'internationalisation de l'islam ont aussi vu l'islam dans l'ASEAN développer une identité plus globale. La région a montré un soutien croissant pour la cause palestinienne et pour l'engagement dans la lutte des musulmans en Afghanistan pendant l'occupation soviétique, en Bosnie, au Kosovo et en Tchétchénie. Ces inquiétudes publiques supplémentaires (parmi les populations musulmanes) ont de fortes influences sur les politiques internes et étrangères de plusieurs pays dans la région.

#### 4. L'ISLAM DANS LES POLITIQUES DES PAYS DE L'ASEAN

L'islam est entré dans la politique de la région bien avant les indépendances des états. Les différences de leurs histoires d'indépendances ont aussi contribué aux divergences dans l'islam politique. L'Indonésie a lutté pour son indépendance dès 1945 dans un archipel si divers que l'Indonésie a préféré une république non islamique englobant les régions christianisées (certaines des petites îles de la Sonde, une partie des Moluques, dans le Nord de Célèbes, une partie de Sumatra Nord) et hindouisées (Bali). Pour unir ses populations ethniquement et religieusement disparates, les

nationalistes indonésiens choisissent une idéologie supra religieuse, le Pancasila<sup>8</sup>, qui donne des droits égaux à tous les citoyens, et qui sera longtemps le ciment de la nation.

Par contre, en Malaisie, les clivages ethniques sont plus importants que les clivages religieux. Les Malais sont musulmans et veulent que l'état les protège des Chinois et des Indiens, minorités importantes, de race et de religion différentes. Ainsi, la Malaisie naît dans un tel déséquilibre démographique, avec une population d'immigrants si forte (chinoise et indienne) que l'islam devient ici un important facteur de différenciation, puis de privilèges.

D'ailleurs, dans tous les pays où les musulmans sont minoritaires, les communautés musulmanes connaissent une intégration problématique dans les nouveaux états, de la Birmanie aux Philippines, avec pour la plupart, des revendications de statut particulier.

Même aujourd'hui, alors que les gouvernements de la Malaisie et de l'Indonésie ont soutenu les gouvernements des Philippines et de la Thaïlande face aux mouvements séparatistes islamiques des Philippines du sud et de la Thaïlande du sud, le support populaire pour les insurgés existe parmi les populations, en Malaisie et Indonésie, surtout parmi ceux qui se perçoivent comme appartenant à un plus grand ummah global (communauté).

---

<sup>8</sup> Les 5 principes que retient le Pancasila sont : le nationalisme, le sens de l'humanité, la démocratie, la prospérité sociale, et l'unicité de Dieu.

## 4.1 Indonésie



Après l'occupation japonaise, Soekarno propose une idéologie nationale, le Pancasila, qui ne donne aucune place privilégiée à l'islam. Mais à la demande des dirigeants musulmans, il y ajoute un cinquième principe de Dieu unique. C'est ce qu'on appelle « la Charte de Jakarta ». En 1950, une instabilité politique a commencé et l'Indonésie s'est réellement divisée entre la laïcité, l'islam politique et les armées, ce qui fragilisaient la « démocratie parlementaire ». Cette instabilité se termine par la pris du pouvoir par Suharto en 1965 après un coup d'état sanglant.

On distingue deux grandes périodes dans le régime Suharto. L'une communément appelée celle de la dépolitisation de l'islam (1968-1990), l'autre celle de la réislamisation (1990-1998). La première période est un prolongement de celle de Soekarno. L'islam politique était vu comme l'opposition à l'état. Alors que le gouvernement indonésien a fortement soutenu les besoins religieux de la communauté musulmane, les efforts pour transformer l'Indonésie en un état islamique sont vigoureusement combattus par le Président Suharto et les forces armées indonésiennes<sup>9</sup>. Avec l'émasculatation des partis politiques et l'établissement d'un

<sup>9</sup> Les développements clés qui doivent être rappelés incluent la répression sanglante des émeutiers dans Tanjong Priok en 1984, les procès des partisans principaux d'un état musulman (Dar-ul Islam) et l'accent mis par le gouvernement sur l'idéologie étatique de Pancasila.

système politique autoritaire, l'augmentation de l'identification religieuse était souvent synonyme d'éloignement du système politique existant.

Pendant ces années dites de « dépolitisation de l'islam », la prédication (dakwah) est soutenue par l'administration dans les provinces, et les subventions (y compris de l'étranger) pour la construction de mosquées et d'écoles religieuses se multiplient. Le régime pense ainsi que cette promotion de la religiosité sera un antidote au communisme et que les limites imposées à l'expression politique de l'islam seront mieux acceptées. Néanmoins, à son apogée, Suharto a fait plus de concessions à l'islam politique. Par exemple, le mariage inter-religieux est interdit et les prérogatives des tribunaux islamiques sont renforcées.

Au temps du 1988, l'autocratie accrue du Président et son népotisme ont créé une impatience dans l'armée et un raidissement évident des musulmans modernistes apparaît au début des années 1990. Ces phénomènes s'expliquent par plusieurs facteurs :

- a. L'utilisation par Suharto des Sino-Indonésiens comme agents de développement de l'industrie a provoqué de fortes rancœurs.
- b. Un anti-christianisme latent s'est aussi développé.
- c. Enfin, le contexte international n'est pas non plus étranger à cette exacerbation du sentiment religieux.

Le président compense cette brèche en cherchant le soutien de l'islam traditionaliste, mais désormais aussi celui de l'islam réformiste. Il parraine la création d'une Association d'Intellectuels Musulmans d'Indonésie (ICMI – Ikatan Cendekiawan Muslim se-Indonésie) sous la direction de BJ Habibie<sup>10</sup>. Enfin, un nouveau principe de

---

<sup>10</sup>Suharto fait son premier pèlerinage à la Mecque en 1991 et prend pour prénom Mohammad.

« préférence musulmane », qui garantit l'accès prioritaire des musulmans aux plus hautes fonctions des administrations, a été introduit.

En Indonésie, la division entre les traditionalistes et les modernistes Wahhabites peut être vue dans l'existence de deux des principales et des plus grandes organisations islamiques du monde :

- le Nahdlatul Ulama (NU, l'Association de Savants Religieux) et
- le Muhammadiyah.

Le NU a été perçu comme traditionaliste, conservateur et rural basé à Java. En revanche, le Muhammadiyah a été regardé comme moderniste, innovateur et urbain basé dans les centres urbains de Java et dans les îles externes d'Indonésie.

Aujourd'hui, le NU garde une influence sur le gouvernement indonésien et sur la société à travers sa position accommodante, son approche d'inclusion et grâce à l'apparition d'une plus jeune génération de penseurs islamiques innovateurs dans sa direction intellectuelle. Au contraire, le Muhammadiyah a commencé avec une idéologie plus puriste, avec une inclination au Soufisme, en s'engageant désormais à la réforme dans une société indonésienne qui est essentiellement séculière, multi-religieuse. La plupart des musulmans dévots dans l'Indonésie d'aujourd'hui sont affiliés soit au NU, soit au Muhammadiyah. C'est là un fait considérable puisque les deux organisations sont modérées dans leur caractère.

Les deux décennies passées ont vu une "santrisation" croissante de la société indonésienne. (La communauté du santri est vue comme les musulmans dévots par rapport à l'abangan des musulmans nominaux.) Dans la réalité, les divisions ne sont pas si rigides et il y a un continuum qui reflète la diversité dans la pratique de la foi religieuse.)<sup>11</sup> Cette augmentation est concentrée sur la forme plutôt que sur la substance de la croyance religieuse. Par exemple la pression sociale forçait les gens à assister aux prières à la mosquée les vendredis, manger séparément les hommes de

---

<sup>11</sup> L'augmentation de la pratique publique de la foi islamique a été caractéristique parmi les musulmans en Malaisie et à Singapour.

leurs collègues non – musulmans, ou pour les femmes à porter le tudung (robe de la tête musulmane).

Les années qui amènent la chute de Suharto en 1998 sont marquées par des violences religieuses. Vingt-quatre églises et écoles religieuses ont été brûlées le 10 octobre 1996, 5 personnes y ont trouvé la mort, par la suite les attaques contre les églises protestantes et catholiques s'élèvent à plusieurs centaines. Elles sont aussi marquées par des manœuvres politiques visant à briser l'alliance pour la démocratie nouée entre le PDI mené par Megawati et le NU mené par Abdurrahman Wahid.

La crise économique de 1997 alimente la contestation étudiante et, au milieu des émeutes de mai 1998, Suharto démissionne en faveur du vice-président B J Habibie. Lors des élections de juin 1999, les partis islamistes sont très minoritaires. Le Golkar (Parti de l'ancien régime) se maintient en deuxième position derrière le PDI-P dirigé par Megawatti. Pourtant les partis islamiques font opposition à sa présidence et Abdurrahman Wahid a finalement été élu en octobre 1999.

Avec l'élection de Wahid, c'est l'islam traditionaliste qui est arrivé au pouvoir - grâce à l'appui de l'islam moderniste, de l'islam fondamentaliste et de l'ancien régime. Mais le nouveau gouvernement hérite de difficultés multiples : violences religieuses aux Moluques (4000 morts selon les sources officielles – 10 000 selon les ONG sur place – et la presse mentionne une implication du groupe Ben Laden dans le Jihâd), violence ethniques à Kalimantan (Dayaks contre Madurais) et violences politiques liées à des revendications indépendantistes (Aceh, Papouasie), engendrant des déplacements de population lourdes de conséquences<sup>12</sup>.

En juillet 2001, par une très large majorité, l'assemblée consultative (MPR) destitue le président Wahid en faveur de Megawatt, et élit le chef du parti musulman (PPP) Hamzah Haz comme vice-président.

---

<sup>12</sup> On soupçonne aussi des éléments « durs » de l'armée, proche de Suharto, de vouloir miner la démocratie naissante en provoquant ces violences.

## 4.2 Malaisie



En Malaisie, ce sont les sentiments intercommunautaires qui apparaissent le plus fortement dans la politique locale. Dès les années 1920, le pan-islamisme, le nationalisme pan-malais (Union Indonésie-Malaya) et l'anticolonialisme sont déjà apparus dans les journaux étudiants qui circulent librement en British Malaya. Mais c'est la protection des intérêts malais qui a conduit la politique malaisienne jusqu'à aujourd'hui. A partir des années 1930, il y a déjà les organisations politiques qui s'enrôlent dans les Associations malaises. Elles ont pris les Anglais comme protecteurs, provisoirement indispensables, de la communauté malaise face aux communautés immigrées<sup>13</sup>.

Pendant la seconde guerre mondiale, les Japonais se sont appuyés sur les Malais. Les Chinois ont été pratiquement les seuls à faire de la résistance. Après la guerre, les Britanniques proposent une « Union Malaise » où serait instaurée une citoyenneté unique avec des droits égaux pour tous. La citoyenneté serait acquise aux non-malais nés dans le pays, ou bien y ayant résidés dix ans. Ce renversement de la politique britannique soulève le mécontentement des Malais, jusque-là peu politisés, et

<sup>13</sup> Depuis le début des années 1920 en effet les Malais sont protégés par une politique préférentielle instituée par les Anglais qui les favorise pour le recrutement dans l'administration et l'accès à la scolarité, notamment en anglais.

qui s'organisent en 1946 sous le nom de l'UMNO (United Malays National Organisation). Enfin, les Anglais négocient une solution fédérale (Federation of Malaya Agreement) qui restreint considérablement le droit à la citoyenneté des non-Malais.

Créé en 1949, le MCA (Malayan Chinese Party) et le MIC (Malayan Indian Congress) prônent le dialogue avec les Malais (UMNO) et forment l'alliance BN (Barisan National) qui a dirigé le pays jusqu'à maintenant. La Constitution établit un chef de l'Etat qui est nécessairement malais et musulman. Le Malais est proclamé langue officielle. La liberté religieuse est accordée aux non-malais mais l'islam est la religion d'état pour les Malais. De plus, les « droits spéciaux » des Malais sont confirmés par la Constitution<sup>14</sup>.

Les émeutes raciales du 13 mai 1969 suivent la victoire de l'opposition de gauche (le nouveau parti chinois Democratic Action Party ou DAP qui revendique l'égalité des langues chinoise et malaise) dans la capitale et sa banlieue. Cette victoire est interprétée comme une victoire des Chinois sur les Malais. Cela provoque la colère des jeunes radicaux.

Après ces émeutes, le Premier Ministre introduit des mesures économiques de discrimination positive (New Economic Policy) qui ont pour objectif de faire passer une plus grande partie du capital privé entre les mains des Malais qui n'en contrôlent alors que 1%. De plus, une politique éducative fixant des quotas en faveur des Malais à l'université amène un afflux des jeunes vers les villes et les universitaires étrangers. Enfin, l'intensification du dakwah (message islamique qui été considéré comme seul capable de défendre les intérêts malais et d'« épurer » l'islam malaisien des éléments jugés pré- ou non-islamiques) a rencontré une grande résistance auprès de l'islam traditionaliste en Malaisie.

Le discours islam/non-islam a pour effet de renforcer le parti d'opposition PAS (Pan Islamic Party), plus religieux que l'UMNO, et entre autres l'ABIM (Mouvement de

---

<sup>14</sup> Y compris, l'accès à la fonction publique, aux prêts financiers, à l'éducation: bourse, à des licences pour certaines professions. La constriction progressive d'une identité malaise religieuse est ainsi légalisée.

la jeunesse islamique malaisienne, Angkatan Belia Islam Malaysia). Comme le PAS, l'ABIM milite pour une politique pro-malaise. Les tensions sont très fortes entre l'UMNO d'un côté et l'ABIM et le PAS de l'autre. La question religieuse est utilisée par les uns et les autres puisqu'elle est désormais inséparable de l'identité malaise. Les alliances politiques sont utilisées pour tenter de contrecarrer l'attrait du PAS et de l'ABIM<sup>15</sup>.

En 1981, Mohamad Mahathir arrive à la tête du gouvernement. Il introduit une politique d'islamisation « contrôlée » en promouvant un islam modéré et modernisé. Mahathir a réussi à éviter en Malaisie les affrontements avec les groupes islamistes, mais il entre dans une surenchère qui augmente les clivages entre les communautés. Mahathir tente de limiter les prérogatives des sultans mais l'Assemblée législative de Kelantan (l'état dominé par le PAS depuis 1990) introduit des mesures plus islamistes traditionalistes dans les législations locales<sup>16</sup>.

Au cours des deux dernières décennies, les politiques du Gouvernement malais ont visé à gagner le support politique des musulmans malais face à la compétition du PAS. Cette compétition a provoqué des efforts gouvernementaux pour être plus islamique que le PAS, parmi lesquels la création d'une bureaucratie religieuse musulmane et la codification de lois qui ont fourni la base d'un état islamique.

Les politiques menées après la crise financière, principalement l'arrestation de Anwar Ibrahim, ont redonné de la vigueur au PAS et l'opposition des Malais au gouvernement de Mahathir se radicalise considérablement. L'arrestation, à la suite d'août 2001, de dix membres d'un supposé « Groupe Mujahideen Malaisien », dont sept seraient aussi membres du PAS, a surpris la Malaisie. La police les accuse de divers attentats contre des églises et des temples hindous et de viser à renverser le gouvernement<sup>17</sup>.

---

<sup>15</sup> Et puis l'entrée de Anwar Ibrahim de l'opposition à l'UMNO a déprivé le plus charismatique de l'opposition.

<sup>16</sup> Par exemple la ségrégation des sexes.

<sup>17</sup> Le chef du groupe serait Nik Adli, le fils aîné de Nik Abdul Aziz, chef du PAS. Nik Adli aurait été entraîné en Afghanistan, aurait acheté des armes en Thaïlande et appris à fabriquer des engins explosifs aux Philippines. Il a été condamné à deux ans de prison avec huit autres inculpés.

### 4.3 Singapour

Après son expulsion de la Malaisie en 1965, Singapour se dote en 1966 d'une loi sur l'administration du droit islamique (AMLA) qui prévoit la mise en place d'un Conseil des oulémas (MUIS) chargé de guider le Président sur les questions afférentes à la religion musulmane (15% des Singapouriens professent l'islam). Puis une fondation pour la promotion de l'éducation des Malais, le Mendaki, a été mise en place en 1982. La MUIS a été souvent plus conservatrice dans ses décisions juridiques (fatwa) que son homologue en Indonésie. Ce fait est sans doute attribué à l'impact du réformisme qui est plus implanté dans les villes que dans les campagnes.

### 4.4 Philippines

Les territoires musulmans dans le sud des Philippines ont été une cause d'affrontements depuis l'époque des Espagnols et des Américains. Lors de l'indépendance en 1946, un mémorandum signé par quelques dirigeants moros demande, en vain, la non-inclusion de leur région dans les Philippines<sup>18</sup>. Après la seconde guerre mondiale, le gouvernement encourage le déplacement de population des régions densément peuplées - tels que Luzon vers Mindanao<sup>19</sup>. Avec l'afflux continu de migrants dans les années 1950, les conflits se multiplient entre les deux communautés : les minoritaires musulmanes et les chrétiens. Donc, les heurts sont fréquents. L'armée philippine est aussi accusée de prendre parti en faveur des chrétiens.

A la fin des années 1960, on assiste à une escalade de la violence qui suscite la création du premier mouvement indépendantiste, le Muslim Indépendance Movement (MIM) soutenu par la Malaisie. Le MIM est remplacé par le Moro National Liberation Front (MNLF), en 1969, qui est soutenu ouvertement par la Libye.

La rébellion armée débute réellement en octobre 1972, un mois après la proclamation de la loi martiale par le Président Marcos. La Bangsa Moro Army (BMA) s'engage dans une guérilla contre l'armée philippine. Les armes sont acheminées par

---

<sup>18</sup> Les musulmans représentent 5% de la population et un tiers dans le sud du pays.

<sup>19</sup> Une politique destinée en partie à apaiser les rebelles communistes de Luzon.

Sabah et aussi auprès des troupes philippines. Mais des unités du MNLF ont parfois recours à des enlèvements et des extorsions. Pour leur taïsser, les efforts du Marcos se multiplient en faveur des musulmans du sud.

En 1976, des accords négociés à Tripoli, en Libye, promettent de faire de Mindanao une région autonome. Mais le gouvernement et les musulmans ne sont pas d'accord sur le nombre de provinces qui seront incluses. Les combats reprennent dès 1977, mais le mouvement est affaibli par les divisions ethniques. Une nouvelle organisation s'impose en 1980, le Moro Islamic Liberation Front (MILF), qui met davantage l'accent sur le prosélytisme (dakwah), l'éducation et la guerre sainte (jihâd). Les deux mouvements MNLF et MILF poursuivent leur lutte armée en parallèle.

En 1990, Cory Aquino proclame l'établissement d'une région autonome (Autonomous Region in Muslim Mindanao) dans quatre des treize provinces contestées. En 1996, grâce à une médiation de l'Indonésie, de la Malaisie<sup>20</sup> et du Moyen Orient, un accord entre Fidel Ramos et le MNLF est obtenu. Le dirigeant du MNLF – Misuari - est nommé gouverneur de la région autonome et des centaines de guérilleros sont incorporés dans la police et dans l'armée philippine. Mais le MILF poursuit la lutte pour un état complètement indépendant.

Le MILF se maintient grâce à un modus vivendi négocié avec les élus provinciaux et municipaux. Son programme politique et religieux lui a permis d'obtenir une aide étrangère, en argent et en hommes. O Ben Laden serait un de ses soutiens. L'aile militaire du MILF estimée à 15000 hommes, offre sa « protection » aux compagnies étrangères en échange d'argent, tandis que des enlèvements assurent son autorité. Le MILF récusé cependant tout lien avec le groupe fondamentaliste Abu Sayyaf, responsable de raids meurtriers contre des civils, et d'enlèvements médiatisés en 2000 à Jolo.

---

<sup>20</sup> La Malaisie craint ses revendications sur Sabah.



En 2001, Misuari est évincé du poste de gouverneur de la province autonome pour des accusations de corruption. Le MILF devient le leader pour les musulmans sessionistes. La Présidente Gloria Macapagal Arroyo a signé un cessez-le-feu avec le MILF et organisé un référendum dans les provinces du sud, portant sur une éventuelle extension de la région autonome. Majoritairement chrétiennes, elles l'ont rejeté.

#### 4.5 Birmanie

En Birmanie, on retrouve le problème de la minorité musulmane (4%) qui vient, pour la plupart, de l'Inde et du Bangladesh. C'était pendant l'époque anglaise (pendant que la Birmanie faisait partie de l'Inde britannique) que les Indiens musulmans sont venus pour travailler et s'y sont installés. Cela a créé une chaîne de problèmes religieux entre les immigrés et les Birmans. Conscients du problème, les Anglais ont fait passer une loi pour protéger les Birmans, comme ils l'ont fait pour les Malais.

En Arakan en 1942, des musulmans sont massacrés dans le sud, provoquant un exode vers le nord, puis des représailles contre les bouddhistes au nord amènent un flux de populations dans l'autre sens<sup>21</sup>.

Au moment de l'indépendance, en 1948, les Birmans rejettent la demande d'une représentation séparée pour la communauté musulmane, qui est elle-même divisée sur ce sujet. La renaissance du bouddhisme birman, parallèle au mouvement nationaliste, rend l'acceptation des musulmans birmans encore plus difficile. La haine qui s'était développée contre les immigrants indiens finit par toucher également les musulmans birmans.

En 1962, une nouvelle vague d'émigration indienne est déclenchée, en partie par la nationalisation de l'économie, qui touche les activités commerciales des marchands indiens. Ceci a pour effet de renforcer la minorité musulmane birmane. Mais, pourtant, l'afflux illégal de population du Bangladesh vers le nord de la Birmanie continue.

Depuis 1977, le gouvernement a tenté de mener des opérations, parfois violentes, pour mettre un frein à cette immigration. La répression s'accroît de manière générale et de nombreux musulmans, également touchés, émigrent. Les mouvements sécessionnistes ou autonomistes arakanais se radicalisent d'autant plus qu'une aide étrangère implique une dimension plus globale du problème.

---

<sup>21</sup> Nous devons y ajouter les populations ayant fui le Bangladesh (Pakistan oriental).

En Arakan, les musulmans sont regroupés dans des villages réservés, ce qui rend le contrôle politique et militaire de ces communautés plus facile. Il en a résulté des mouvements migratoires vers l'Arabie Saoudite ou la Malaisie.

Par des négociations bilatérales avec deux douzaines de groupes séparatistes, le gouvernement militaire de la Birmanie a réussi à freiner la menace posée par les insurrections. Bien que quelques-uns de ces groupes continuent la culture et le trafic de narcotiques, la menace posée par ces groupes a diminué.

Beaucoup de groupes qui ont signé des accords avec le gouvernement militaire peuvent retourner à la violence s'il y a un changement du régime. Sous cet aspect, les efforts des Etats Unis et de l'Union Européenne pour isoler le régime militaire peuvent produire des résultats contre-productifs. En raison de ses répressions des musulmans, le régime doit faire face aux condamnations des nations de l'ASEAN, notamment de la Malaisie.

#### 4.6 Thaïlande

L'islam est encore plus minoritaire en Thaïlande. Avec 3,5% ; ce sont les malais vivant dans les quatre provinces de l'extrême sud du pays (Narathiwat, Pattani, Yala et Satun), à la frontière de la Malaisie et une toute petite quantité d'immigrés dans le centre du pays et plus au nord. Il n'y est qu'au Patani que des actions violentes ont été menées dans le pays.

Le roi de Patani s'était converti à l'Islam au début du 16<sup>e</sup> siècle mais il a perdu son autonomie après la conquête par le roi de Siam en 1785. En 1909 l'autorité Thaïe est réaffirmée sur Patani. Mais sa position excentrée et la différences des langues (malais et thaïe) font que les liens restent malgré tout très lâches. Les lois qui tentent de promouvoir le nationalisme thaï n'ont pas réussi. En 1944, une organisation Hai'ah al-Nafaz al-Ahkam al-Shariah se forme pour protester contre la « thaïsation » de la communauté musulmane.

Après la seconde guerre mondiale, les Patanis réclament leur rattachement à la Malaya. La revendication n'a pas abouti. Puis en 1947, les musulmans du Patani revendiquent une plus large autonomie. L'année 1948 est marquée par diverses violences, suite au coup d'état militaire, et par l'arrestation du chef de file autonomiste.

Répondant à l'attention de la communauté internationale, le gouvernement introduit quelques réformes qui, parmi d'autres, garantissent la liberté religieuse totale, l'usage du malais dans les écoles primaires et l'accès à l'administration et à l'armée. Mais, des incidents sécessionnistes se produisent jusqu'aux années 1970, quand les politiques promalaises en Malaisie ont pour effet d'encourager les activités politiques dans le sud de la Thaïlande.

Le Patani United Liberation Organisation (PULO) se forme en 1968. Pendant les années 1970, le PULO organise ses premières attaques contre le gouvernement dans le sud et à Bangkok. En 1990, un nouvel organe politique spécifiquement musulman, le Wahdah (unité) s'allie au NAP (New Aspiration Party ou Harapan Baru) pour permettre à la minorité musulmane d'obtenir des postes ministériels dans le gouvernement<sup>22</sup>. Néanmoins, la guérilla indépendantiste se poursuit, encouragée par le statut d'autonomie acquis par les Moros aux Philippines.

---

<sup>22</sup> Y compris Surin Pitsuwan, ancien Ministre des Affaires Etrangères et diplomate



#### 4.7 Brunei

Le Brunei s'est converti à l'islam au début du 16<sup>e</sup> siècle, mais le processus d'islamisation y est plutôt lent jusqu'au 19<sup>e</sup> siècle (75% à la fin du 20<sup>e</sup> siècle). Sous le protectorat britannique, le sultan Omar Ali Saifuddin accepte la tenue d'élections qui donnent la majorité des sièges au Parti du peuple (Partai Ra'akyat) radical proche du Président Soekarno. Le rejet du sultan par le Conseil Législatif provoque une révolte, réprimée avec l'aide militaire britannique. Après l'indépendance, l'islam reste la religion

officielle de « Brunei Darussalem ». Le sultan combine les fonctions royale et religieuse, ce qui lui permet de mieux contrôler l'islam radical.

#### 4.8 Cambodge

Les minorité musulmanes au Cambodge sont les Chams (environ 150 000, donc 2,5%). La période des Khmers Rouges a été marquée par une grande violence envers les Chams musulmans tout comme envers les autres groupes religieux. La pratique religieuse y était interdite, 132 mosquées auraient été détruites et peu de dignitaires religieux auraient survécu. La nouvelle république populaire du Cambodge (PRK) a rendu à l'islam, tout comme au bouddhisme, sa liberté de pratique.

### 5. L'ISLAM ET LES ORGANISATIONS TERRORISTES DANS L'ASEAN

#### 5.1 Réactions après l'attentat du 11 septembre

Économiquement et militairement, les états de l'ASEAN, jusqu'à la crise financière en 1997, ont connu des croissances rapides, bien qu'en compétition directe l'un avec l'autre. Les incidents terroristes ont augmenté depuis 1997 et les gouvernements ont commencé à développer des approches interministérielles pour combattre ce phénomène.

Fait plus inquiétant, les islamistes, entraînés en Afghanistan et au Moyen Orient, ont sillonné la région pendant la dernière décennie, en établissant des liens avec les groupes politiques violents de la région. Ceux-là ont bouleversé la stabilité de l'ASEAN. Les pays de la région, qui ont des populations musulmanes – la Thaïlande, la Malaisie, les Philippines et l'Indonésie – sont devenu, pour ces groupes étrangers, des cibles pour le recrutement.

Surviennent les attentats du 11 septembre. En dépit du soutien public donné par tous les pays de la région à la campagne menée par les Etats-Unis contre le terrorisme, beaucoup des pays font face à des menaces terroristes domestiques. Ces condamnations publiques et ces soutiens s'adressent aussi aux éléments domestiques extrémistes. Depuis le commencement de la guerre contre le terrorisme, les positions des gouvernements régionaux sont très variées. La découverte des éléments de l'Al

Qaïda dans la région – Jemayaah Islamiyah<sup>23</sup> - a déclenché des arrestations dans certains pays, alors que les autres ont encore besoin, pour leur survie individuelle, du soutien ou de la coopération des éléments islamiques.

Le Jemaah Islamiyah est considéré comme coupable de l'attentat de Bali, le 12 octobre 2002. Les actions du gouvernement pour localiser le JI après l'attentat du Bali ont révélé l'existence effrayante d'un réseau international, avec des cellules opérationnelles dans la majorité des pays de l'ASEAN. Même s'il y avait déjà eu des actions violentes et si les autres groupes existaient déjà avant l'attentat de Bali, ce qui rend ce dernier plus sérieux que les précédents, c'est la portée et l'influence sans précédent du JI. De ce fait, une meilleure compréhension de son histoire et de son modus operandi serait importante.

## 5.2 Jemaah Islamiyah

Le JI a commencé comme une école religieuse (pesantren ou pondok) tout près de Solo, au centre de Java, qui s'appelait Pondok Ngruki. Le JI tire son inspiration des rebellions du Darul Islam<sup>24</sup>. Il se dédie à la poursuite de l'achèvement d'un grand état musulman qui incluerait les territoires de l'Indonésie, de la Malaisie, de Singapour, du Brunei et le Sud des Philippines et de la Thaïlande. Le nom « Jemaah Islamiyah » était utilisé pour décrire un réseau de communautés musulmanes, première étape nécessaire pour la création d'un état musulman (Dawlah Islamiyah) et ensuite d'un califat islamique.

Ses dirigeants, Abu Bakar Bas'asyir et Abdullah Sungkar, viennent du même milieu familial d'origine Yéménite. Dans les années 50, ils sont devenus leaders du Gerakan Pemuda Islam Indonesia (GPII – Mouvement de la Jeunesse de l'Indonésie). Ils sont profondément impliqués dans les activités de dakwah (prosélytisme).

---

<sup>23</sup> Jemaah Islamiyah dénote une communauté musulmane

<sup>24</sup> La rébellion islamique a été menée d'abord contre les Hollandais puis contre le gouvernement depuis les années 50 jusqu'au temps du Président Soekarno. Elle a pour but l'établissement d'un état islamique gouverné par la loi islamique. Depuis les années 70, la plupart des rébellions ont cessé. Les protagonistes les ont abandonnées et le gouvernement leur a donné l'amnistie ou les a emprisonnés. Quelques uns sont partis en Malaisie.

En novembre 1978, tous les deux ont été arrêtés. Ils sont accusés de liens avec Komando Jihâd<sup>25</sup>, pour avoir fait circuler un livre « Jihâd » - un appel à la guerre contre ceux qui s'opposent à la loi islamique, et de rejet du drapeau national dans Pondok Ngruki et du Pancasila. Après leur arrestation, malheureusement, des meurtres<sup>26</sup> et des pillages se sont multipliés en Indonésie, en application du concept de fa'i (extorsion de fonds par attaquer les ennemis de l'islam).

Les opérations gouvernementales contre ces musulmans extrémistes ont eu des conséquences inattendues. D'abord, ils ont renouvelé les liens entre les musulmans radicaux du Sulawesi du sud, de Java et de Sumatra. Ensuite, ils ont indirectement avancé l'idée de l'état islamique. Finalement, ils ont radicalisé une nouvelle génération de diplômés qui se trouvaient déjà sous l'influence de la révolution iranienne<sup>27</sup>, des traductions des écritures islamiques du Moyen Orient, et du mécontentement envers les politiques menées par Suharto. En particulier, l'arrestation de Sungkar et Ba'asyir leur a donné plus de soutien populaire et a rassemblé le nouveau JI autour des deux « martyrs ».

Il existe des preuves que Jemaah Islamiyah avait déjà une centaine de membres en 1979. Il était organisé en kabupaten (districts)<sup>28</sup>, daerah (régions) et wilayah (province). Cette organisation hiérarchique orientait et commandait la collecte de fonds et d'armes.

En 1982 les deux dirigeants sont libérés. Pendant ce temps là, l'opposition contre la politique de Suharto était la plus prononcée. De crainte d'une nouvelle arrestation, Sungkar et Ba'asyir<sup>29</sup> ont quitté l'Indonésie pour la Malaisie en 1985<sup>30</sup>.

---

<sup>25</sup> Actions de combat menées par les membres du Darul Islam.

<sup>26</sup> Des personnes qui avaient informé le gouvernement et suscité l'arrestation des dirigeants et des autres activistes

<sup>27</sup> Des citations de Khomeyni sont apparues dans les "newsletters".

<sup>28</sup> 5 districts : Yogyakarta, Kolon Progo, Sleman, Bantul et Gunung Kidul.

<sup>29</sup> Abu Bakar Ba'asyir a utilisé ces 3 ans de liberté en Indonésie pour établir un réseau des petites cellules de 8 à 15 membres dans les villages. Ces cellules ont pour but l'implémentation de la loi islamique. En fait, un mémoire « Usroh » était écrit par Ba'asyir. Parmi ces « lois », les membres du Usroh doivent éviter les institutions non islamiques (comme les écoles étatiques, les cours) et ne suivre que la Sharia. Ils sont aussi obligés de donner d'argent « infaq » pour aider autres membres. 30% de

Depuis la Malaisie, l'organisation a beaucoup évolué. Nous constatons une expansion fondée sur l'Islam, l'internationalisation et la militarisation. Le JI a commencé à recruter des membres parmi les Indonésiens en opérant depuis la Malaisie. Sungkar et Ba'asyir sont aussi partis pour l'Arabie Saoudite solliciter des fonds. Le JI a établi plusieurs liens avec les anciens combattants de Darul Islam (particulièrement ceux de Sulawesi et d'Aceh.) Le JI a commencé à utiliser le nom de la guerre contre l'Union Soviétique en Afghanistan pour recruter les Indonésiens afin de renforcer la capacité militaire de Jemaah Islamiyah lui-même. Ils ont sollicité de l'argent pour leur mouvement par le recrutement de membres du Jemaah Islamiyah dans les entreprises malaises, en leur demandant 20% de leur salaire. Les dirigeants ont commencé à renforcer la capacité militaire du réseau par l'entraînement des volontaires de Jakarta en l'Afghanistan, au Pakistan, aux Philippines et en Thaïlande<sup>31</sup>.

En Indonésie, les restes du réseau ont continué à se développer et ont établi des éléments très importants depuis l'archipel de Sumatra au Nord jusqu'aux îles Sulawesi au Sud.

Le JI a aussi commencé à mener des actions violentes pour atteindre son but<sup>32</sup> en prétendant que l'Islam était en danger de christianisation sous le gouvernement de Suharto<sup>33</sup>.

---

cet argent va à Ba'asyir. Mais ce mouvement s'est terminé quand Ba'asyir a quitté l'Indonésie pour la Malaisie.

<sup>30</sup> Selon eux ce n'était pas pour éviter la justice mais c'était le hijrah (émigration) comme celui qui était fait par Muhamed de Mecce à Medina.

<sup>31</sup> Même en Europe, il y existait les personnes qui restent indirectement liées au JI, notamment aux Pays Bas, en Allemagne et en Suède.

<sup>32</sup> Par exemple, en Jan 85, neuf stupas étaient détruits à Borobodur (un de plus grand monument bouddhiste du monde). Ce bombardement était lié aux membres du Pongdok Ngruki.

<sup>33</sup> Les membres violents du Pongdok Ngruki ont ouvertement dit qu'ils sont prêts à utiliser les explosifs pour montrer leur colère contre le gouvernement. Et en fev 1989, un responsable du Jemaah Islamiyah à Way Jepara en Java a refusé une convocation gouvernementale. Et l'armée régionale avait arrêté 9 de ses suivantes. En croyant qu'ils vont être attaqués, les membres du JI se sont fabriqués les armes et voués à résister. Le JI local a tué un commandant de l'unité militaire provinciale qui a voulu négocier. Le lendemain, le commandant du KOREM 43 attaqué l'endroit et une centaine du JI sont morts.

Au milieu des années 90, le réseau a continué à se radicaliser, principalement via ses liens avec l'étranger<sup>34</sup> - avec le Gama Islami (une faction des Frères Musulmans d'Égypte)<sup>35</sup>. Pendant ce temps là, l'organisation a commencé à organiser des activités plus terroristes : pas seulement en Indonésie mais aussi à Singapour et ailleurs dans la région.

Après la démission du président Suharto en 2000, l'exil imposé par le gouvernement est levé. Sungkar et Ba'asyir sont toute de suite rentrés en Indonésie. Ba'asyir est devenu la tête (émir) après la mort du Sungkar. En août 2000, Majelis Mujahidin Indonesia (MMI – Counciel du Mujahidin Indonésien) était établi en réunissant toutes les parties qui partagent le désir d'établir un état islamique en Indonésie. Ba'asyir est nommé chef avec plusieurs membres du réseau JI dans les postes principaux.

Avec l'arrivée du Ba'asyir à la tête ont été créées de nouvelles divisions. D'un côté, les partisans du Sungkar considéraient que le JI doit resté clandestin jusqu'à l'établissement de l'état islamique. Pour eux, il est également coupable de discuter ou de travailler avec les gouvernements ou les infidèles<sup>36</sup>. Donc, ils refusent toutes formes de relations avec les systèmes qui ne sont pas purement islamiques. De l'autre côté, Ba'asyir et ses partisans pensent que l'époque de l'après Suharto offre des occasions qu'ils doivent utiliser pour faire avancer leur but publiquement. Pour eux, il est meilleur de prendre contact avec le parlement indonésien pour l'influencer petit à petit, et de participer aux élections pour voter pour les candidats des partis islamiques. Malgré ces différences, les membres restaient confiants envers leur direction. Ba'asyir restait respecté, au moins en surface<sup>37</sup>. Cela explique la difficulté que connaît le gouvernement indonésien pour l'arrêter.

---

<sup>34</sup> Parmi eux, PAS de la Malaisie.

<sup>35</sup> Gama Islami a fourni un lien entre JI et Al Qaeda

<sup>36</sup> Les « infidèles » comprennent les musulmans qui empêchent l'établissement de l'état musulman – y compris le gouvernement et les partis islamiques qui ne travaillent pas pour l'établissement d'un tel état.

<sup>37</sup> Le fait que Ba'asyir soit un des deux fondateurs du Pondok Ngrukir lui donnait une position incontestable après la mort du Sungkar. Même si les partisans du Sungkar ne sont pas d'accord avec sa politique, ils n'ont qu'en secret cherché à le remplacer.

Après la chute du gouvernement Suharto, le réseau a trouvé autres cibles, particulièrement les infidèles (les chrétiens sont très souvent ciblés) qui ont maltraité ses frères musulmans. Les militants ont craint que l'Indonésie soit dans le danger de devenir chrétienne. Le JI a commencé de mener les actions contre les chrétiens soit pour les effrayer, soit pour venger leurs frères musulmans qui souffraient sous les chrétiens. Cet objectif réunit les deux tendances. D'où les attentats de la veille de Noël 2000 (19 morts et 120 blessés). A ces attentats s'ajoutent les tentatives pour détruire 38 églises et d'autres attentats simultanés<sup>38</sup> dans 11 villes à Java, à Sumatra, à Lombok et à Batam. Ces attentats ont montré le rayonnement du réseau et le niveau de développement de ses capacités.

Plus récemment, en décembre 2001, les autorités de Singapour ont détecté et ont interrompu l'infrastructure du JI, à Singapour. Cette infrastructure a été reliée à la Malaisie et a été impliquée dans un plan plus large d'AQ pour conduire une série d'attaques contre les cibles des Etats-Unis et des alliés à Singapour, y compris contre le port de la Marine d'eau profonde à Change, contre le Ministère de Défense, contre les transports pour les troupes britanniques et américaines, contre les ambassades des Etats-Unis et d'Israël et contre les « High Commissions » anglaise et australienne. L'intervention a eu lieu en avance pour empêcher le JI de nuire. Les arrestations de Singapour ont ouvert le chemin aux arrestations en Malaisie et aux Philippines. Malheureusement, le gouvernement de l'Indonésie n'a pas réagi assez tôt en arrêtant les membres du JI. Alors, l'attentat de Bali a pu éclater.

### 5.3 Les autres acteurs de la region

#### 5.3.1 Au sud des Philippines

Deux principaux groupes qui luttent dans les Philippines du sud sont le MILF et l'ASG (Abu Sayyaf Group - Porteurs de l'Épée). Le MILF retient un grand cadre de militants à sa disposition, est connu pour avoir établi un Groupe Opérations Spéciale (SOG) pour conduire des missions du sabotage urbaines - y compris la série présumée d'attentats dans le métro de Manille pendant décembre 2000 au cours duquel plus de

---

<sup>38</sup> Entre 20 heures 00 et 22 heures 00.

20 personnes sont mortes. Le MILF inclut des éléments qui ont été liés aux islamistes local, régional et international. Mais, c'est l'ASG qui est reconnu généralement comme celui qui pose la plus grande menace de terrorisme et qui possède des liens avec le groupe extrémiste Al Qaeda.

L'ASG est apparu en 1989 sous le leader Abdurajak Janjalini. Celui-ci est issu d'une scission du MNLF qui réclame la formation d'un état islamique dans les Philippines du sud. Le groupe s'est engagé à établir un état indépendant théocratique islamique à Mindanao (MIS - Mindanao Islamic State) et est imprègné d'un credo religieux très intolérant qui demande le meurtre délibéré et systématique des chrétiens de toutes les Philippines du sud. A la poursuite de cet objectif, l'ASG a défini son ordre du jour idéologique et opérationnel comme explicitement rattaché à un effort intégré pour affirmer la dominance globale de l'islam à travers la lutte armée.

Les cellules d'ASG sont connues pour avoir établi des liens avec Ben Laden, et en ont reçu une aide financière et matérielle. Les sources philippines et occidentales de renseignement maintiennent que la majorité de cette assistance a été transmise au groupe par une série d'organisations créées originairement par Jamal al - Khalifa, le beau-frère de Ben Laden. Par l'intermédiaire de l'International Islamic Relief Organisation (IIRO), des fonds auraient été transmis à divers petits groupes fondamentalistes du sud philippin.<sup>39</sup>

En plus de perpétrer son propre terrorisme domestique - lequel inclut des bombardements, assassinats, kidnappings et massacres civils (donc celui de l'attentat en 1995 d'Ipil qui a fait 54 chrétiens morts) - l'ASG a utilisé ses contacts étrangers pour faciliter la création d'une logistique locale pour les organisations islamiques internationales qui souhaitent opérer depuis les Philippines.

L'ASG a aussi été lié à un projet complexe d'attentats à la bombe contre les ambassades américaines à Manille et à Bangkok, d'attentats pour assassiner le

---

<sup>39</sup> Avant son arrestation en décembre 1994, Khalifa était le président du "Philippine Chapter of the International Islamic Relief Organization" (IIRO) et le Directeur du "World Muslim League" (WML).

Président Bill Clinton pendant le sommet de l'APEC et d'attentats pour détruire des avions de ligne américains en vol sur des itinéraires transpacifiques depuis des villes américaines de l'ouest. Les plans ont été conçus par Ramzi Yousef - reconnu coupable d'être le cerveau de l'attentat de 1993 contre le World Trade Centre (WTC) de New York - qui avait été amené par Ben Laden aux Philippines en tant que son émissaire personnel pour établir un rapport actif tactique avec l'ASG.

Après 1995, on pense que l'ASG a envoyé des opérationnels pour assister à des cours de formation terroriste au Afghanistan sous le prétexte d'assister à des cours religieux dans les madrasas pakistanais. Les membres de l'ASG sont principalement de jeunes musulmans, beaucoup parmi eux ont étudié ou travaillé dans les pays du golfe où ils ont été exposés à l'idéologie islamiste. L'ASG continue à passer des armes en contrebandes à travers les frontières malaises qui sont poreuses dans Sabah. L'ASG a aussi organisé des attaques terroristes dans Mindanao et dans le métro de Manille.

En octobre 1997, le gouvernement américain a désigné l'ASG comme un groupe terroriste étranger. Depuis la mort de son chef de file, abattu par l'armée en 1998, le groupe a perdu de sa cohésion et il a commencé à mener des actions criminelles, mais il reste fort dans sa rhétorique religieuse. En dépit des efforts renforcés de l'armée philippine en 1998 et en 1999, l'ASG reste une menace pour la sécurité de l'état. En mars 2000, l'ASG a attaqué un avant-poste (outpost) de l'armée et a saisi comme otages des étudiants, des professeurs, des prêtres et d'autres personnes de deux écoles à Basilan. La série de prises d'otages (y compris des otages occidentaux) a été motivée par des impératifs financiers, mais, en échange des otages, l'ASG a aussi demandé la libération de Ramzi Yousef et de Cheik Omar Abdul Rahman ainsi que des autres musulmans emprisonnés aux Etats-Unis pour des accusations de terrorisme.

Après les attentats du 11 septembre, l'ASG figure parmi la vingtaine de groupes terroristes visés par les autorités américaines. La campagne américaine en Afghanistan a pu déclencher le déménagement logistique des forces de l'AQ vers la région. Donc, la situation philippine est particulièrement préoccupante pour les Etats-Unis, qui auraient proposé une aide sous forme de conseil militaire au gouvernement.

Les Etats-Unis ont demandé à leurs conseillers, aux forces armées et puis à le FBI de détruire le groupe en décembre 2001.

Les manœuvres ont commencé en février 2002 avec la participation de 650 soldats américains dans des rôles noncombattants pour former les forces philippines à l'élimination des éléments de l'ASG dans Sulu et Brasilan. A ce jour, le gouvernement des Philippines et l'armée américaine mettent toujours en balance le besoin de placer des forces américaines à des rôles de combat et l'opposition énoncée de la constitution philippine.

En mars 2003, les bombardements de l'aéroport Davaos ont eu pour résultat 21 morts. Alors que ceux-ci étaient aveués par l'ASG, le gouvernement a publié une demande d'arrestation de la direction du MILF, basée sur des documents non fournis. Cela a poussé ces dirigeants du MILF à se cacher et à mettre une fin au processus de négociation entre le gouvernement et lui-même. Et le MILF reprend la violence. Les efforts des fonctionnaires pour diminuer l'impact de l'arrestation et pour accentuer la viabilité de la négociation, ont démontré le besoin urgent qu'ont les Philippines d'amener le MILF à un processus politique. A long terme, il est possible que les gouvernements soient capables d'arriver à un accord avec le MILF mais pas avec l'ASG. Cependant, si l'accusation du gouvernement se révèle juste, l'aveu par l'ASG constitue la preuve de l'existence de liens entre ces deux organisations. Cela ajouterait une nouvelle dimension à ce problème déjà complexe.

### 5.3.2 En Indonesie

L'extrémisme islamique a surgi comme une menace croissante depuis la chute de Président Suharto en 1998, quand la république a évolué de 4 décennies de système autoritaire en faveur d'un système politique démocratique. La crise financière a augmenté le risque associé à cette transformation. Nous constatons un déchaînement majeur de protestations civiles et de violences déclenchées par la pauvreté, l'inflation et le chômage. On peut y ajouter un mécontentement général envers la performance administrative de Jakarta qui a galvanisé la renaissance de l'identité musulmane atavique et a enraciné et radicalisé des sentiments populaires à travers l'archipel. Ces agitations politico-religieuses pourraient aggraver les tensions

religieuses entre les musulmans et les 10 % de chrétiens (sur la question des Moluques, par exemple). Leur prolongation risque également de dissuader les investisseurs étrangers, ce qui serait particulièrement grave, car la résolution de la crise économique de 1997 a tardé ici plus qu'ailleurs dans la région.

Les attentats du 11 sep 2001 ont un impact important en Indonésie, car ils imposent au pays des regards plus lucides sur sa propre mouvance islamiste. La présidente Megawatti a fermement condamné les attentats puis elle a demandé que les frappes américaines en Afghanistan soient limitées<sup>40</sup>. De même, l'unanimité est loin d'être atteinte parmi les organisations musulmanes : le Conseil des Oulémas (MUI), un organe semi-officiel, a lancé un appel au jihâd international si les Etats-Unis intervenaient en Afghanistan. A la suite des premières frappes américaines, le MUI a demandé la rupture des relations diplomatiques avec les Etats-Unis. Certaines organisations ont entrepris le recrutement d'Indonésiens pour le jihâd, vite interdit par le gouvernement. Bien que le Conseil se targue de représenter trente-deux organisations, son pouvoir (qui date du régime Suharto) est contesté par les deux plus grandes organisations indépendantes : la Muhammadiyah et le Nahdlatul Ulama. Toutes deux désapprouvent l'appel au jihâd du MUI, condamnent les attentats, tout en réclamant l'arrêt de l'intervention en Afghanistan à cause des victimes civiles en Indonésie. Ces deux organisations ont aussi lancé un appel pour la protection des étrangers.

Il est donc difficile pour le gouvernement de continuer à faire preuve, au nom de la démocratie naissante, de tolérance vis-à-vis des groupes radicaux. Début octobre 2001, la Présidente Megawatti a dénoncé l'existence d'un « fanatisme idéologique » qui menacerait l'unité indonésienne et a promis de freiner ces groupes qui font appel à la guerre sainte contre les Etats-Unis.

---

<sup>40</sup> Son vice-président Hamzah Haz s'est quelque peu distancié de cette position officielle et a demandé l'arrêt de l'intervention américaine.

Parmi les traces les plus visibles de la menace de l'extrémisme, d'un l'islamique global et de liens avec Al Qaeda, se trouve l'émergence de Laskar Jihâd (LJ), à côté du Jemaah Islamiyyah (JI).

Le LJ a été formellement établi le 30 janvier 2000, comme la division paramilitaire du Forum Komunikasi Ahlus wal Sunnah Jama'ah (FKAWJ – « Sunni Communication Forum »), en réponse à la « persécution délibérée de Musulmans dans les Moluques ». Le LJ cherche pour encourager de « vraies valeurs islamiques en Indonésie ». L'année 2000 a été déclarée comme l'année du Jihâd contre les Kafirs "chrétien " et des milliers de musulmans sont repartis au Les Moluques pour aider leurs frères musulmans.

Le LJ prétend qu'il y a une conspiration judéo-chrétienne mondiale pour saper l'islam. Le LJ blâme spécifiquement l'Occident et le régime démocratique en place pour tous les problèmes qui tourmentent le pays. Il s'est engagé à l'institution de la sharia et appelle tous les musulmans à participer à un jihâd afin de libérer le pays des influences américaines. Le LJ a été impliqué dans plusieurs massacres de civils à grande échelle dans les Moluques (surtout en Ambon). L'année 2001 a, elle aussi, aussi été liée aux massacres dans le centre de Sulawesi.

Le LJ est bien organisé et conserve un grand cadre de militants armés. De plus, on croit qu'il reçoit le renfort de fractions de l'armée indonésienne (TNI)<sup>41</sup>. Il y a aussi des indications que LJ a des liens logistiques et tactiques avec l'AQ. Les chefs du LJ ont explicitement endossé l'attentat du 11 septembre. Comme aux Philippines, on peut craindre que ces liens avec l'AQ, combinés à la situation instable du pays, puisse fournir un refuge de secours pour AQ lors des opérations.

L'Indonésie est peu disposée à agir contre les groupes, et il existe une douzaine de petits groupes islamiste qui attendent leur heure. Après les attaques de Bali, le LJ licencieraient, probablement par crainte d'arrestations imminentes (l'exactitude de cette

---

<sup>41</sup> Dans un entretien fait au début 2001, les membres du LJ ont parlé spécifiquement de leur relations avec le TNI.

annonce reste à prouver). Leurs objectifs ne sont pas du toutes atteints, et les conditions qui les ont créés n'ont pas changé non-plus. Dans la pire situation, nous pouvons voir le LJ conduire ses opérations en sous-terrain ou sous l'apparence de plus petits groupes non identifiés.

### 5.3.3 En Malaisie

L'accent mis par Kuala Lumpur sur le processus de modernisation a encouragé une marée croissante de renouveau religieux partout dans le pays. Alors que la Malaisie n'a aucun groupes insurgé d'islamisme radical en tant que tel, le pays est connu pour abriter des éléments extrémistes qui ont fourni les bases logistiques et opérationnelles aux activités régionales et internationales<sup>42</sup> de militants musulmans.

Les attentats du 11 septembre 2001 ont eu comme première conséquence un véritable retournement politique en faveur de Mahathir. Celui-ci a condamné les attentats en demandant que justice soit faite « mais non-vengeance ». Par contre, le PAS a déclaré qu'il était du devoir de tous les musulmans de soutenir un pays musulman attaqué (en l'occurrence par les Etats-Unis). Cette fois-ci le PAS se trouve isolé. Pour Mahathir qui cherchait depuis longtemps à prouver que l'opposition islamique était « extrémiste », ces attentats peuvent être considérés comme une « aubaine ». Les attentats ont aussi donné une plus grande crédibilité aux arrestations d'août.

De fait, les positions de Mahathir soutenant la lutte américaine contre le terrorisme lui ont gagné la sympathie des Etats-Unis, mise à mal après ses diatribes antioccidentales et son traitement douteux du cas Anwar Ibrahim. A l'intérieur, le premier ministre ne peut se permettre cependant d'être perçu comme étant trop pro-américain, car l'opinion publique malaise reste critique sur le rôle des Etats-Unis, en particulier en Palestine.

---

<sup>42</sup> Manille a pendant longtemps dénoncé les trafics d'armes via la frontière avec Sabah. Les membres d'ASG ont fréquemment indiqué l'existence d'une base d'opération en Malaisie. Trois des coupables de l'attentat du 11 septembre ont assisté à une réunion en Malaisie au cours de laquelle la planification des attentats a été discutée.

Enfin, le PAS est le véritable perdant dans ce nouveau contexte. Il risque de prendre des positions plus radicales. Après les attentats, son journal publiait un éditorial intitulé « La guerre à venir est une croisade contre l'islam ». Ceci effraie déjà les Malaisiens modérés, dont certains étaient passés au PAS par sympathie pour Anwar Ibrahim.

La tendance malaise nationaliste de gauche, très minoritaire, prolongement de la Kesatuan Melayu Muda (KMM), est vaguement marxiste et récuse à la fois l'autorité britannique et celle de l'aristocratie traditionnelle. Elle est trop radicale pour la majorité des Malais et elle n'aura jamais plus d'une centaine de membres. Mais les gouvernements de la Malaisie et de Singapour ont découvert les liens entre le KMM et le JI.

#### 5.3.4 En Thaïlande

La Thaïlande a émergé comme un refuge sûr pour plusieurs terroristes et groupes criminels<sup>43</sup>. En outre, les groupes musulmans séparatistes au sud de la Thaïlande sont ressortis à la fin des années 1990s. Les attentats d'octobre 1998 ont tué 7 personnes, et le bombardement d'un festival religieux Chinois en décembre 1997 en a tué trois et en a blessé quinze. Le Gouvernement a aussi attribué aux groupes séparatistes l'assassinat de 11 agents de police lors d'une période de 2 mois et l'attentat à la bombe contre une voie ferrée en mai 97. En 1998, l'arrestation de trois dirigeants (supposés) d'une nouvelle faction du PULO en Malaisie a été suivie de leur extradition vers Bangkok. En mars 2000, les Indonésiens ont accusé le PULO de livrer des armes aux rebelles Aceh. Depuis décembre 2001, le sud de la Thaïlande a subi une vague nouvelle de violence.

Le PULO - un groupe qui est formé de musulmans Sunnites - a dirigé la plupart de la violence séparatiste. Il a établi des liens avec les groupes Chiïtes musulmans en formant une organisation-parapluie - Bersatu. En 1995, un groupe dissident du PULO, le Barman National Baru, a persuadé des jeunes de suivre une formation en Syrie en échange d'une carte d'adhérent de quatre ans qui garantit l'accès au travail et à la

---

<sup>43</sup> Pour une décennie, le Hezbollah libanais a opéré en Thaïlande et a utilisé la Thaïlande pour conduire des opérations de soutien aux terroristes de la région.

sécurité en Malaisie. Un autre groupe dissident, le Nouveau PULO, a aussi été militairement actif.

Avec le développement économique et l'accord d'autonomie au sud, le soutien populaire envers le séparatisme a diminué. La stabilité soutenue, cependant, dépend de la bonne volonté du gouvernement thaïlandais à prendre en compte les nouvelles demandes des partis dans le sud et à interrompre les opérations des groupes de terroristes étrangers sur le sol thaïlandais.

#### 5.4 Les conséquences de l'attentat de Bali

Après l'attentat de Bali, nous avons constaté des changements dans l'attitude des gouvernements et des opinions publiques (surtout parmi les musulmans modérés) de la région. Cela a changé les conditions d'action et les marges de manœuvres pour que les gouvernements puissent réagir. Voici les effets principaux.

##### 5.4.1 Renforcement du rejet local des groupes d'extrémistes.

Le peu d'audience du JI parmi la classe moyenne l'a conduit à surestimer l'utilité des attentats. Après l'attentat de Bali, le public est prêt à soutenir des actions plus directes contre les extrémistes. Ces sentiments publics donnent aux gouvernements plus de marge de manœuvre pour mener les arrestations. Cela a obligé le Laksa Jihâd à licencier des adhérents et a provoqué des arrestations de membres du JI, particulièrement en Indonésie. Les gouvernements doivent exploiter cette situation favorable pour placer sous leur contrôle les terroristes et/ou tous les extrémistes. En même temps, il leur faut continuer à bercer les sentiments islamiques de leurs populations.

##### 5.4.2 Evolution des politiques internes.

L'attention générale focalisée sur l'islamisme extrémiste forcera aussi la politique interne à évoluer. Cela oblige la réévaluation des politiques de l'intégration. Par exemple, Singapour a éprouvé une conscience plus élevée de l'intégration. Les effets de l'attaque de Bali ont montré que les musulmans locaux sont quelque fois préjugés lors de leurs recherches d'emplois. La Malaisie a aussi vu son parti au pouvoir modifier sa politique de l'éducation pour lui donner plus d'effets intégrateurs (les Ecoles nationales

qui ont jusqu'à maintenant utilisé le seul Malais comme langue d'enseignement évolueraient en utilisant l'anglais pour ré-attirer les Indiens et les Chinois, et en même temps les rendre attirantes pour les Malais qui fréquentent de plus en plus souvent les écoles religieuses).

#### 5.4.3 Renfort à l'unité de l'ASEAN et à sa révision

La position de sécurité et de non-intervention de l'ASEAN mérite révision. Plus de coopération est aujourd'hui nécessaire face aux nouvelles menaces internationales. Faute de pays leader dans la région, cette nouvelle menace a fourni une raison pour pousser l'organisation à un plus haut niveau de coopération. Dans ce sens, l'Indonésie, la Malaisie et les Philippines ont annoncé leurs efforts de coopération dans le partage d'information et dans des opérations tri-partites. Mais le processus continuera à être lent et difficile, puisque les pays continuent à être hantés par une méfiance réciproque.

#### 5.4.4 Réduction de l'influence du Moyen Orient

L'attention portée à l'afflux de fonds et à l'influence originaires des pays du Moyen Orient ont réduit l'influence de la péninsule arabe sur la région du Sud-Est asiatique et, en particulier, sur l'islam régional.

#### 5.5 Une situation qui restera difficile

Ceci dit, l'islam continuera à peser lourdement sur les politiques intérieures. Etant donnée la perte de confiance des musulmans envers Mahathir<sup>44</sup>, l'UMNO exigera sans doute plus de support des musulmans lors des prochaines élections. Cela peut se confirmer par les nombreuses tentatives de Mahathir pour se présenter comme le champion des causes islamiques<sup>45</sup>. Les choses seront rendues plus compliquées au cas où Mahathir abdiquerait en octobre 2003 - bien avant les élections.

En Indonésie, Amien Rais conserve une influence considérable derrière la scène. Après avoir empêché Megawatti de gagner le pouvoir et forcé Wahid à renoncer finalement, il continue à être un candidat favori pour les élections de 2004. Comme

---

<sup>44</sup> Son traitement de l'affaire de son adjoint Anwar Ibrahim, a permis aux PAS de gagner du terrain dans les dernières élections.

<sup>45</sup> Comme utiliser le NAM – Mouvement des Non Alignés- comme un forum pour montrer son opposition à la guerre en Irak.

Megawatti n'a pas bien traité les événements avant et après Bali, comme Golkar n'est pas capable de présenter des candidats forts<sup>46</sup>, et comme la tête du NU modéré a changé, la position d'Amien Rais (du parti islamique) paraît plus forte qu'avant. Les défis abondent pour la région.

Une augmentation du nationalisme se produirait aussi. Persécuté par les suites de la crise financière d'ASIE de 1997 qui a été suivie immédiatement d'un ralentissement de l'économie mondiale, l'ASEAN a connu sa plus longue période de stagnation de la croissance économique depuis longtemps. Devant un taux de chômage plus élevé que d'habitude et des gels des salaires, les candidats de plusieurs pays qui vont avoir des élections, joueront inévitablement les cartes du nationalisme et de la religion. Cela bloquera des coopérations pourtant bien nécessaires pour la lutte contre le terrorisme régional.

Les réactions des Américains, Anglais et Australiens aux attaques de Bali (avertissements dissuadant de voyager dans la région, censures supplémentaires contre les musulmans) peuvent renforcer l'hostilités envers l'Occident. Ces réactions vont mettre de l'huile sur le feu dans la lutte existant entre islam modéré et l'islam fondamentaliste, au bénéfice des fondamentalistes, et s'opposer à la nécessité de construire une plus forte coopération pour combattre les actions du terrorisme global.

De plus, la guerre en Irak va retirer une partie des avantages de l'après Bali. Les gouvernements sont contraints de ne pas se mettre dans une position délicate en soutenant les Etats Unis contre une opinion publique fortement négative. Cela va les obliger à prendre une position plus favorable aux islamistes, ce qui risque de ramener la situation à celle existant « avant Bali ».

Le fait que la guerre contre le terrorisme soit centrée sur l'AQ et le JI<sup>47</sup> – ceux qui posent les plus grandes menaces pour la sécurité internationale – crée une grande marge de manœuvre pour un bon nombre d'autres groupes. Pendant que l'AQ et le JI

---

<sup>46</sup> Son président Akbar Tanjung lui-même est accusé pour la corruption.

<sup>47</sup> Et peut être aussi le MILF après l'attentat de l'aéroport Davao

sont des objectifs prioritaires, la communauté internationale doit chercher à appliquer des pressions militaire et politique pour contindre tous les groupes à entrer dans le processus de politique normale.

## 6. CONCLUSIONS

Pour contrer les menaces existantes et nouvelles, il est nécessaire de développer une série de politiques globales. Pour lutter contre la menace immédiate, il est crucial de développer un très bon système de renseignement. L'approche qui consiste à punir les individus pour leurs crimes effectués, mais à laisser les groupes violents continuer leurs opérations n'est pas du tout efficace. Les gouvernements doivent attaquer les organisations terroristes, particulièrement leurs moyens de recrutement, de propagande, d'entraînement, d'extorsion de fonds, et d'acquisition ainsi que les infrastructures du transport, le tout simultanément et sans de focaliser sur une ou l'autres seulement de ces organisations.

Alors que ces menaces peuvent être résolues par des actions unilatérales, la plupart ont besoin de coopération multi- ou bi-laterales. Il faut que les pays de la région développent un système rigoureux et efficace de coordination et de coopération des actions. Les pays ciblés par les groupes extrémistes doivent

- développer des coopérations avec les pays qui les hébergent, pour que ceux-ci détruisent les réseaux de soutien des terroristes et
- venir en aide aux états par le partage d'informations et des échanges d'experts dans la lutte contre ces réseaux dans des opérations transnationale.

L'ASEAN Regional Forum (l'ARF) représente un organisme logiquement capable d'atteindre ces effets. Certes, quelque pays membres (notamment Singapour, la Malaisie et les Philippines, l'Indonésie et la Thaïlande) ont fait des déclarations plus explicites concernant le besoin de renforcer les coopérations fonctionnelles et les processus de coopération dans le domaine du renseignement et des communications.

Il nous apparaît que l'ARF est toujours inefficace à cause de sa méthode décisionnelle concensuelle et non-intrusive. Alors qu'il peut donner une très bonne impression d'harmonie des relations régionales, l'ARF n'est pas tout-à fait compatible avec le type d'échange franc et honnête dont la région a besoin pour lutter effectivement contre le terrorisme au niveau national et international. Plus particulièrement dans l'ASEAN où les acteurs peuvent facilement traverser les frontières, les pays membres doivent abandonner le concept traditionnel de la souveraineté nationale afin de pouvoir lutter contre cette menace non-conventionnelle.

Les groupes terroristes peuvent être contrôlés plus facilement si les actions sont anticipées. Faute d'être capables de combattre efficacement et de manière conforme à l'éthique – particulièrement dans le cas de groupes qui combattent pour les objectifs religieux et/ou ethnique – on risque d'occasionner des violences insoupçonnées qui peuvent ensuite être tout bénéfique pour les terroristes. En certain cas, les solutions politiques peuvent être plus efficaces que les militaires. Souvent, en accordant l'autonomie régionale ou en partageant le pouvoir, il est possible d'arriver à une situation normale. Mais cela ne marche que pendant les premières étapes du problème. Une approche politico-militaire, y compris une isolation politique pour couper la racine et le recrutement, et simultanément l'offre d'avantages politiques et économiques sous une pression militaire peut ramener les insurgés à un processus normal.

Les conditions régionales resteront difficiles pour les gouvernements et l'islam continuera de jouer un rôle important dans les politiques internes, régionales et même internationale. Il nous reste à voir comment les gouvernements peuvent réagir à ces défis.